

Document

Charte du V^e congrès national du MST

jeudi 26 juillet 2007, par [MST \(Brazil\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2007).

Cette Charte a été adoptée par le congrès du MST s'est tenu à Brasilia du 11 au 15 juin 2007.

Nous, les 17 500 travailleurs et travailleuses ruraux Sans Terre de 24 états du Brésil, les 181 invités internationaux représentant 21 organisations paysannes de 31 pays et ami(e)s de divers mouvements et entités, réunis à Brasilia du 11 au 15 juin 2007, au cours du cinquième congrès national du MST, pour discuter et analyser les problèmes de notre société à la recherche de solutions alternatives.

Nous nous sommes engagés à continuer d'aider l'organisation du peuple, pour qu'il lutte pour ses droits et contre les inégalité et les injustices sociales. Pour cette raison, nous nous engageons à assumer les tâches suivantes :

1. Nous lier avec tous les secteurs sociaux et leurs diverses formes d'organisation pour bâtir un projet populaire qui affronte le néolibéralisme, l'impérialisme et les causes structurelles des problèmes qui affectent le peuple brésilien.
2. Défendre nos droits contre n'importe quelle politique qui retire des droits déjà conquis.
3. Lutter contre les privatisations du patrimoine public, contre le détournement du Rio São Francisco et pour la renationalisation des entreprises publiques déjà privatisées.
4. Lutter pour que tous les latifundia (grandes propriétés) soient expropriés à commencer par ceux qui dépendent de capitaux étrangers et des banques.
5. Lutter contre la déforestation servant à l'extension des latifundia. Exiger du gouvernement des actions concrètes pour punir ces pratiques polluantes et criminelles. Combattre l'utilisation de produits agrottoxiques et la monoculture extensive de soja, canne à sucre, eucalyptus, etc.
6. Combattre les entreprises multinationales qui veulent contrôler les semences, la production et le commerce agricole brésiliens comme la Monsanto, Syngenta, Cargill, Bunge, ADM, Nestlé, BASF, Bayer, Aracruz, Stora Enso, entre autres. Les empêcher de continuer l'exploitation de notre patrimoine naturel et de notre main-d'œuvre.
7. Exiger la fin immédiate du travail esclavagiste et de la superexploitation du travail ainsi que la condamnation de ceux qui l'imposent. Tous les latifundia qui utilisent le travail esclavagiste doivent être expropriés, sans aucune indemnisation, comme le prévoit le projet d'amendement constitutionnel déjà voté en première lecture par la chambre des députés.
8. Lutter contre toute forme de violence en milieu rural, comme par exemple la criminalisation des mouvements sociaux. Exiger la condamnation pour tous les auteurs — exécuteurs comme

demandeurs — d'assassinats de ceux et celles qui luttent pour la réforme agraire, qui restent encore impunis et dont les procès sont suspendus par le pouvoir judiciaire.

9. Lutter pour la limitation de la taille des propriétés foncières. Pour la démarcation de toutes les terres indigènes et des quilombos (terres agricoles occupées des esclaves en fuite) encore existants.

10. Lutter pour que la production d'agrocombustible soit sous le contrôle des paysans et des travailleurs ruraux et qu'elle entre dans le cadre d'une polyculture préservant l'environnement et visant à la souveraineté énergétique de chaque région.

11. Défendre les semences natives ou créoles. Lutter contre les semences OGMs. Diffuser et enseigner les pratiques agroécologiques et techniques agricoles respectant l'équilibre de l'environnement. Les assentamentos (terres conquises) et communautés rurales doivent produire prioritairement des aliments sans toxiques et pour le marché interne.

12. Défendre toutes les sources et réserves d'eau douce. L'eau est un bien commun de l'humanité, elle ne peut être la propriété privée d'aucune entreprise.

13. Préserver les forêts et promouvoir la culture d'arbres natifs et fruitiers dans tous les assentamentos et communautés rurales pour contribuer à la préservation de l'environnement et à la lutte contre la disparition de réserves.

14. Lutter pour que la classe travailleuse ait accès à l'éducation fondamentale, aux écoles de second degré et aux universités publiques, gratuites et de qualité.

15. Développer des campagnes et programmes pour éliminer l'analphabétisme à la campagne comme en ville, avec une orientation pédagogique transformatrice.

16. Lutter pour que chaque assentamento et communauté rurale ait ses propres moyens de communication populaire comme par exemple des radios libres communautaires. Lutter pour la démocratisation de tous les moyens de production dans toute la société pour contribuer à la formation de la conscience politique et la valorisation de la culture populaire.

17. Fortifier l'articulation des mouvements sociaux dans le cadre de la Via Campesina Brésil, dans tous les États et toutes les régions. Constituer avec les mouvements sociaux l'Assemblée Populaire dans les villes, les régions et les États.

18. Contribuer à la construction de tous les mécanismes possibles d'intégration populaire latino-américaine autour de l'ALBA — Alternative Bolivarienne des peuples d'Amérique. Exercer la solidarité internationale avec les peuples qui souffrent de l'agression de l'empire, spécialement aujourd'hui avec les peuples de Cuba, d'Haïti, d'Irak et de Palestine.

Nous appelons à ce que le peuple brésilien s'organise et lutte pour une société juste et égalitaire qui sera possible seulement avec la mobilisation du peuple dans son ensemble. Les grandes transformations sont toujours l'œuvre du peuple organisé. Et, nous du MST, nous nous engageons à ne jamais perdre l'espérance et lutter toujours.

REFORME AGRAIRE pour la Justice Sociale et la Souveraineté Populaire !

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 528/529 de juin-juillet 2007.

* Cette Charte a été traduite du portugais par Julien Terrié pour le secteur des relations internationales du MST (Amis du mst France : <http://amisdessansterre.blogspot.com/>).